

## Compte rendu résumé

Le Conseil scientifique s'est réuni le 13 mars sous la présidence de Florence Habets, en présence des représentants du comité de bassin Daniel Marcovitch et Christian Lécussan.

Au cours du point actualités, le sujet du soutien de l'agence aux filières à bas niveaux d'intrants a été abordé ; les agronomes du CS préfèrent se référer aux impacts sur l'eau plutôt qu'aux intrants (une prairie fortement fertilisée peut avoir peu d'impacts) et s'ils approuvent qu'une liste fermée soit inscrite au programme de l'agence, ils considèrent qu'un simple avis du CS ne serait pas suffisant pour juger de la pertinence de nouvelles filières "candidates" (une véritable expertise collective et des moyens *ad hoc* seraient nécessaires).

La veille scientifique a comporté deux sujets. Fabien Esculier a tout d'abord, sur la base de son récent travail de thèse, présenté le flux d'azote à travers le système alimentation-excrétion de l'agglomération parisienne, montrant son caractère non sobre, non cyclique et polluant ; il propose des possibilités d'amélioration comme la collecte séparative des urines qui pourrait être instaurée *a minima* dans les lieux publics et les nouveaux bâtiments. Puis Béatrice Béchet de l'IFSTTAR a présenté les résultats de l'expertise collective récente sur l'artificialisation des sols qui montre que celle-ci a connu un pic à la fin des années 2000 et concerne 16 000 à 61 000 ha en France par an selon différentes mesures, dont les routes représentent une part non négligeable. Ce travail montre que la gestion de l'eau à la source rencontre encore des problèmes d'appropriation et implique une approche à l'échelle du bassin versant.

Un tour de table sur les fiches méthode de l'état des lieux a ensuite permis de pointer plusieurs points de vigilance, notamment sur les niveaux d'incertitude des données, différents selon que celles-ci sont mesurées, calculées, estimées ou ajustées par l'expertise.

L'après-midi a été consacrée à une session sur la sécheresse. Tout d'abord Jean-Michel Soubeyroux de Météo-France a décrit la sécheresse de 2017 au regard de plusieurs sécheresses historiques et a montré que depuis celle de 2003 le déficit pluviométrique est systématiquement aggravé par l'augmentation de l'évaporation liée à la hausse de la température. Caroline Henri de Villeneuve de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes a présenté les conséquences de la sécheresse de 2017, qui a duré d'avril à décembre, avec des pics caniculaires. Au-delà des restrictions d'usages, des mesures spéciales ont été prises pour le refroidissement des centrales nucléaires, qui ont révélé des marges de progrès en termes de gouvernance, et plusieurs communes ont dû être alimentées en eau potable par camions-citernes. Cela n'a malgré tout pas été catastrophique en raison d'une forte "culture de la sécheresse" dans le sud. Florence Habets a ensuite présenté les résultats d'un travail mené par Julien Boé du Cerfacs à Toulouse qui a permis de décrire 4 scénarios sécheresse sur le bassin Seine Normandie entre 2030 et 2060. Ces projections tendanciennes du point de vue climatique montrent que les sécheresses exceptionnelles de 1921 et de 1943-49 risquent fort de devenir normales. Pour finir Louis Hubert du CGEDD a décrit l'objet de la mission interministérielle sur les projets de territoire autour de retenues du préfet Bisch, qui devrait rendre son rapport en avril. S'en est suivi un échange sur la nécessité d'accompagner l'agriculture vers une vision à long terme, à l'instar des forestiers, impliquant plus de sobriété en eau.

Le point sur les indicateurs de mise en œuvre de la stratégie d'adaptation au changement climatique a été reporté à la séance suivante du 24 juillet, chacun étant invité à réagir sur la note par courriel d'ici là.